

Document

Au Caire : transition pilotée

(<http://www.voltairenet.org>)

29.07.11

par Manlio Dinucci

La Maison-Blanche promeut en Égypte la bobo-révolution : elle honore un jeune entrepreneur mort en dénonçant la corruption de policiers de base, pour mieux soutenir une dictature militaire. L'important n'est pas de changer les structures sociales, mais de garantir la libre entreprise et l'usage de l'Internet.

ans une touchante cérémonie à la Maison-Blanche, le président Obama a commémoré un jeune businessman égyptien tué par la police de Moubarak (armée et entraînée par les USA), décoré par le « *Prix Démocratie 2011* » de la *National Endowment for Democracy* (Ned) [1].

Les États-Unis, a rappelé le président, soutiennent fortement la transition vers la démocratie en Égypte, en valorisant le leadership des voix émergentes, surtout jeunes, dans la société civile. La Ned et d'autres organisations « non-gouvernementales » —en réalité des émanations du Département d'État et de la CIA, qui financent en Égypte des dizaines de projets— s'occupent de leur formation. D'autres programmes sont gérés directement par le gouvernement états-unien. Le *Global Entrepreneurship Program*, institué par l'administration Obama pour « *promouvoir la culture entrepreneuriale dans les pays en voie de développement* », organise des cours, tenus par des entrepreneurs états-uniens, auxquels participent de jeunes égyptiens des classes moyenne et moyenne-haute. Les meilleurs sont envoyés aux USA pour des cours de perfectionnement. On soigne surtout la formation de jeunes gestionnaires de sites Internet, en anglais et en arabe, lesquels reçoivent des financements et apprennent le savoir-faire de sociétés privées états-uniennes. On élève ainsi une nouvelle classe dirigeante égyptienne, que le *New York Times* définit comme « *les entrepreneurs de la révolution* ».

Une « *révolution* » pilotée par Washington, dont l'objectif est de donner un visage « *démocratique* » à un pays où le pouvoir continue à s'appuyer sur les sommets des forces armées. Cette classe militaire financée, armée et entraînée par les États-Unis, qui durant le régime de Moubarak a été la véritable détentrice du pouvoir. Cette même caste qui s'est présentée comme garante de « *la transition pacifique et ordonnée* », requise par le président Obama quand le dictateur Moubarak, après trente années d'honorable service rendu aux États-Unis, a été renversé par le soulèvement populaire.

Avec les milliards de dollars reçus de Washington et un bilan tenu secret au parlement, cette caste a créé sa propre base économique, comprenant des chaînes d'hôtels, magasins de produits électroniques, industries automobiles et nombreuses autres activités. C'est sur cette caste militaro-économique que mise Washington pour « *la transition pacifique et ordonnée* » qui laisse intacts les piliers de la domination états-unienne sur le pays. Washington continue donc à la financer et à l'armer, même si, au Congrès, on a des doutes sur sa fiabilité.

Tout, de fait, ne va pas comme on le voudrait à la Maison-Blanche. Les manifestants sont revenus à Place Tahir, voyant déçues leurs attentes de réels changements démocratiques, dans un pays où 40

% de la population vit dans la pauvreté. Les sommets militaires, tout en réprimant les manifestations, ont dû faire des concessions, comme le remaniement du gouvernement et la mise en préretraite de 600 policiers, auteurs de la répression sanglante de la Place Tahir. Ils n'ont cependant pas révélé les noms des policiers et personne n'a été puni. Et les sommets militaires sont toujours les garants de la nouvelle constitution, dont la rédaction est confiée à une commission nommée par ces mêmes militaires. Comme suprême garantie on trouve l'engagement des États-Unis, réaffirmé par le président, de soutenir les droits universels non seulement en Égypte mais dans tous les pays de la région.

[1] « La NED, vitrine légale de la CIA », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 6 octobre 2010.